

La lutte continue !



Dimanche 15 février 2009  
n° 2

## La Guadeloupe et la Martinique nous montrent l'exemple : pour la convergence des luttes, vers la grève générale !

Dans l'éducation nationale on se bat contre les suppressions de postes, dans les entreprises du privé contre les licenciements, dans la santé contre la réforme hospitalière, à la Poste contre la privatisation, dans les universités et la recherche contre la loi LRU, partout, en Savoie comme dans le reste du pays, des mobilisations ont lieu. Mais souvenons-nous que trop de luttes par le passé sont restées isolées jusqu'à leur épuisement, tandis que beaucoup de journées d'action sont restées sans effet.

### Profitons de l'immense succès du 29/01 pour faire converger nos luttes

Après le 29 janvier, Sarkozy a été bien obligé de «remarquer» les grèves ! Mais à l'énorme mobilisation interprofessionnelle, il répond en continuant la même politique, une politique de

casse sociale, de destruction des services publics... Il nous faut donc élever le niveau de la riposte. Et la réponse des directions syndicales qui nous proposent d'attendre le 19 mars est scandaleusement timorée, comme l'illustre cette date bien tardive.

Car ce qui est à l'ordre du jour, c'est, comme en Guadeloupe, de préparer un grand **Tous Ensemble**, une grève générale pour imposer les revendications urgentes, en finir avec la politique de ce gouvernement, faire payer la crise à ceux qui en sont responsables. Partout, dans toutes nos entreprises grandes ou petites, dans le public ou le privé, dans toutes les zones industrielles, les centres commerciaux, les bureaux, il faut gagner nos collègues à la grève. Ce n'est qu'en bloquant l'économie que nous

nous ferons entendre !

### Un Nouveau Parti Anticapitaliste

C'est au service des luttes, au service d'un autre projet de société que vient de se constituer le Nouveau Parti Anticapitaliste.

Face à la crise du capitalisme, nous voulons installer une force qui défende la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, d'une reconstruction d'une perspective socialiste et écologiste profondément démocratique, qui remet en cause la propriété privée des moyens de production.

C'est à tous ceux et toutes celles qui voudront s'engager sur cette voie, pour une transformation révolutionnaire de la société, que le NPA s'adresse aujourd'hui.

## Sommaire

- Les contre-réformes universitaires p. 2
- 38 jours de lutte aux Thermes d'Aix-les-Bains p. 3
- Pour le maintien de l'hôpital d'Aix-les-Bains p. 3
- Budgets des collectivités locales : priorité à l'investissement p. 4
- Vœu sur la Palestine au conseil municipal p. 5
- Nouvelles démolitions de logements à Chambéry-le-Haut p. 5
- Un nouvel EPR p. 6

UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE  
MAINTENANT !



## *A l'Université de Savoie comme dans les autres facs : le vent de la révolte se lève*

Depuis un peu plus d'une semaine, une puissante lame de fond secoue les universités en France. Deux nouvelles contre-réformes que le gouvernement entend imposer depuis quelques mois constituent la goutte d'eau qui fait débordé un vase qui n'était que trop plein :

**La casse du statut des enseignants-chercheurs (EC)** : sous prétexte de récompenser ceux d'entre eux qui auront été jugés (dans le flou le plus total) « bons chercheurs », il s'agira d'imposer aux autres un service d'enseignement alourdi, voire très alourdi. L'enseignement constitue ainsi selon la ministre Pécresse une punition (!), la modulation des services (entre enseignement, recherche et administration)

et la recherche sont pour nous des priorités absolues », il faut comprendre que c'est leur casse qui est prioritaire ! (Pour vérifier combien Sarko est un fieffé menteur sur cette question-là aussi, visionnez donc

en place de deux catégories d'universités : celles d'élite, sur le modèle d'Harvard ou Oxford, avec sélection et droits d'inscription terrifiants, et les autres, facs-parking pour retarder les inscriptions au chômage.



le petit film suivant sur : <http://www.youtube.com/watch?v=iyBXfmrVhrk>

Alors la marmite a fini par bouillir et exploser ! Alors que la LRU (loi d'autonomie des universités, visant à faire de celles-ci autant d'entreprises en concurrence), imposée par Sarko tout de suite après son élection en 2007, était passée sans réaction des EC, les conséquences de son application ont déclenché un vent de révolte dont il faut souhaiter que sa combinaison avec la mobilisation naissante des étudiants la transforme en tornade capable de ravager le ministère et le reste du gouvernement. Si cette mobilisation des facs est née au moment où le mouvement social pouvait enfin montrer sa force le 29 janvier, ce n'est pas un hasard, et c'est évidemment ce qui inquiète en haut lieu.

**La mastérisation des formations des enseignants du primaire et secondaire** : l'année de formation (en tant que fonctionnaire payé) est supprimée, et les concours se voyant à la fois vidés de leur contenu disciplinaire et avec toujours moins de postes offerts, c'est une « armée de réserve » de contractuels de niveau master (5 ans d'études), jetables à tout moment et payés à coup de lance-pierres, que le ministère veut substituer aux enseignants fonctionnaires.

Cette dernière semaine, les AGs des personnels et des étudiants ont organisé de nombreuses actions : envoi médiatisé de dossiers scientifique des Enseignants-chercheurs de l'université à Sarko lundi, journées d'action avec manifestation mardi et jeudi, cours dans la ville mercredi, cérémonie de non-remise des maquettes de mastérisation vendredi. Cette semaine, en raison des vacances, la mobilisation s'interrompra. Elle reprendra toutefois dès la rentrée, le lundi 23 février.

**Quand Sarko dit que « l'enseignement supérieur et la recherche sont pour nous des priorités absolues », il faut comprendre que c'est leur casse qui est prioritaire !**

de la destruction d'une recherche indépendante, cette modulation vise à faire enseigner plus longtemps à la plupart d'entre eux avec toujours moins de moyens (budget 2009 de l'Université de Savoie en hausse de 2 %, soit moins que l'inflation de 2008 !) et des salaires rabotés par l'inflation. Quand Sarko dit que « l'enseignement supérieur

Ces deux attaques s'ajoutent au millier de suppression de postes annoncé au budget 2009, au démantèlement des grands organismes de recherche au premier rang desquels le CNRS (que la communauté internationale des chercheurs nous envie !) ou à la mort programmée des IUT et de leurs diplômes nationaux, le tout sur fond de mise

## Thermes nationaux d'Aix-les-Bains : la lutte paie !

Au terme de 38 jours d'occupation de la mairie, les physiothérapeutes des Thermes nationaux ont mis fin à leur mouvement, destiné à dénoncer la privatisation de cette structure, défendre leurs emplois et par là même le service public et le thermalisme social. Les Thermes devant être transformés en société anonyme, les 200 fonctionnaires des Thermes, aujourd'hui titulaires de la fonction publique d'Etat, ne se voyaient proposer que 2 choix : perdre leur statut de



fonctionnaires ou être affectés dans un autre service public, sur des postes qui en tout état de cause ne correspondront pas à leurs qualifications spécifiques. Après une longue occupation de la mairie, les employés occupent la mairie ont fini par obtenir les assurances qu'ils demandaient en termes de rémunération et de mesures d'accompagnement en cas de changement de statut.

*la mairie d'Aix occupée*

## Manif à Aix-les-Bains : l'hôpital menacé

Samedi 24 janvier, 300 personnes au moins ont manifesté pour défendre le droit à la santé et l'emploi des salariés du secteur. Cette initiative était organisée en lien avec Convergence 73 et le Collectif local de défense de l'hôpital. Plusieurs interventions sur le marché d'Aix avaient précédé cette manifestation.

Les Thermes jusqu'à présent nationaux doivent être privatisés. 200 emplois directs risquent d'être supprimés, 1600 emplois in-

duits sont menacés (voir l'article ci-dessus). Pour l'hôpital, un bâtiment excentré en centre ville serait fermé. Pour conserver la maternité,

proche deviendrait alors Chambéry, alors que cet établissement arrive difficilement à répondre actuellement aux besoins.



Le collectif local de défense de l'hôpital revendique :

Le maintien de la maternité, l'arrêt de la privatisation des thermes, le retrait du projet

de loi Bachelot et des moyens pour l'hôpital public.

***Notre santé n'est pas une marchandise !***

té, 750 naissances par an ne suffisent pas ! Le maintien des urgences est menacé. Pourtant, cet hôpital dessert l'Albanais, les Bauges et la Chautagne. Le centre le plus

## Votes des budgets : les collectivités locales mettent en musique le plan de relance de Sarkozy

Comme chaque année, le mois de janvier a vu les collectivités adopter leurs budgets. Marqués par le contexte actuel de crise, les budgets qui viennent d'être adoptés sont pratiquement identiques, car ils s'inscrivent tous dans le plan de relance mis en place par Sarkozy.

Le plan de relance de Sarkozy est simple : après avoir sauvé les banques à coup de milliards d'euros, il s'agit désormais de relancer l'activité des entreprises, en baissant leurs charges fiscales et en augmentant considérablement le volume des investissements publics. Après avoir impulsé directement une nouvelle série de grands travaux (construction d'autoroutes, de TGV etc.), l'Etat a proposé aux collectivités locales d'en faire autant, les incitant par de nouveaux dispositifs fiscaux à augmenter leurs dépenses d'investissements.

De gauche comme de droite, les collectivités locales ont toutes choisi de s'inscrire dans les choix politiques du gouvernement, et tous les budgets locaux se caractérisent donc par la priorité donnée aux investissements en faveur des entreprises. Afin de « soutenir l'activité économique », le Conseil régional Rhône-Alpes a voté « un plan de soutien exceptionnel à l'économie et à l'emploi » de 62 millions d'euros d'investissements et une exonération de taxe professionnelle de 7 ans pour les entreprises engagés dans les secteurs les plus innovants. Le Conseil général de Savoie a

adopté lui aussi « un budget de soutien à l'activité des entreprises, afin de limiter les effets du ralentissement économique ». La municipalité de Chambéry lui a emboîté le pas, pour augmenter ses investissements afin de faire de son budget « un outil dynamique pour atténuer les effets de cette crise ».

Cette politique de relance par les investissements a un coût social énorme. Comme en matière budgétaire il n'existe pas de miracle, la diminution des charges fiscales des entreprises sera payée par la population, en particulier par la restriction de l'offre de services publics, tandis que la priorité donnée à l'investissement ne peut se traduire que par une nouvelle détérioration du rapport travail/capital. C'est ainsi par exemple que la ville de Chambéry a choisi de financer ses nouveaux investissements par une politique de restriction des dépenses de ses services (moins 10 % par exemple pour la médiathèque) et par un nouveau tour de vis dans la masse salariale (en baisse d'environ 2,5 % en euros constants).

Nul ne s'étonnera que la majorité UMP applique au Conseil général de Savoie les recettes de Sarkozy. On soulignera toutefois que si, au niveau national, le PS critique ce plan de relance par les investissements, ses élus l'appliquent au niveau local comme s'il n'y avait pas d'autre politique possible. Pour le PS comme pour l'UMP, il n'existe décidément en matière économique

qu'une pensée unique : celle que leur dicte le MEDEF et la classe dominante.

la Ville de  
Chambéry a choisi  
de financer ses  
nouveaux investissements  
par une  
politique de restriction  
des dépenses  
de ses services  
(moins 10 % par  
exemple pour la  
Médiathèque)

## Nouveau programme de démolition de logements sociaux à Chambéry-le-Haut

La municipalité de Chambéry a présenté mardi 27 janvier lors d'une réunion publique au Scarabée la nouvelle phase du projet ANRU de réaménagement de Chambéry-le-Haut. Celui-ci comporte un certain nombre de points positifs (aménagement d'espaces urbains, coulées vertes, voies de bus en site propre etc.), ce qui est le minimum vu le montant du programme (186 millions d'euros, ce qui représente environ 8 fois le budget annuel d'investissement de la commune de Chambéry). Il n'en pose pas moins de nombreux problèmes, avec en particulier la création de nouveaux axes routiers, ce qui amènera plus de circulation et d'insécurité routière. Surtout, il programme une vague de nouvelles démolitions de logements locatifs sociaux, en particulier au nord de la place de Combes. Ces démolitions sont d'autant plus révoltantes que beaucoup des immeubles qui vont être détruits offrent des logements de qualité,

dont certains viennent même d'être rénovés et rehaussés à grand frais.

De nombreux locataires, qui ont découvert que leur logement allait être



détruits, ont protesté, sans que cela n'émeuve la municipalité. Au moment où le gouvernement s'attaque au logement social (mise en place de surloyers, coupes sombres dans les crédits pour les logements locatifs sociaux etc.) et alors que 5000 de-

mandes de logement social sont en attente sur l'agglomération, ces destructions constituent un gaspillage scandaleux. Plutôt que de multiplier les démolitions, les pouvoirs publics seraient plus inspirés de mettre en place un véritable plan de réhabilitation, car la réfection de logements, qui ont malheureusement souvent été laissés à l'abandon pendant des années, revient 4 à 6 fois moins cher que leur destruction.

Une nouvelle fois, on ne peut que déplorer que la mairie socialiste applique sans état d'âme la politique du gouvernement. Celle-ci est pourtant particulièrement lamentable, puisqu'à défaut de lutter sérieusement contre la pauvreté, le gouvernement préfère chasser les pauvres des quartiers, en ouvrant par les programmes ANRU des crédits considérables aux municipalités pour y détruire le logement locatif social au nom de "la mixité sociale".

## Palestine : débat au conseil municipal

Lors du conseil municipal du 26 janvier, « Chambéry 100 % à gauche » a déposé un texte afin de demander que le conseil municipal de la ville de Chambéry « condamne les crimes de guerre de l'armée israélienne contre les populations civiles de la bande de Gaza et soutienne le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat souverain dans l'ensemble des territoires occupés depuis 1967 (bande de Ga-

za, Cisjordanie et Jérusalem-Est) ». L'UMP et le PS ont énergiquement refusé de voter ce texte, au motif qu'il ne faut pas prendre parti dans ce conflit, Besson expliquant même qu'il ne faut pas se prononcer pour la création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés. Il n'y a rien de bien sûr là rien de bien étonnant, puisque tout le monde connaît la politique de Sarkozy et sait que le PS a toujours été le parti français le

plus favorable à Israël. Plus surprenante a été l'attitude des élus du PC et des Verts qui, après n'avoir comme d'habitude pas ouvert la bouche dans le débat, ont voté contre notre texte, obéissant comme toujours aux ordres du PS.

«L'UMP et le PS ont énergiquement refusé de voter ce texte, au motif qu'il ne faut pas prendre parti dans ce conflit»

## Nucléaire : annonce d'un nouvel EPR

Sarkozy a annoncé le 29 janvier au soir la construction en France d'un nouveau réacteur EPR, à Penly (Seine-Maritime).

Le Réseau "Sortir du nucléaire" conteste les affirmations de Gadonneix (PDG d'EDF), qui prétend que la construction de ce réacteur serait "une bonne nouvelle pour l'emploi". La réalité est en fait exactement inverse : des études démontrent que, à investissement égal, économies d'énergie et énergies renouvelables créent jusqu'à 15 fois plus d'emplois que le nucléaire.

D'ailleurs, après avoir longtemps soutenu le nucléaire, le puissant syndicat allemand IG Metall vient de fustiger une "technologie vieillissante et arriérée" par la voix d'un de ses dirigeants, Hartmut Meine, qui a pris la parole dans le cadre d'une manifestation contre les transports de déchets radioactifs le 9 novembre dernier. Cette conversion s'explique sans peine : en quelques années, les énergies renouvelables ont créé 250 000 emplois en Allemagne, chiffre en augmentation continue. A

titre de comparaison, après 50 ans d'investissements massifs, le nucléaire emploie moins de 100 000 personnes en France.

Le projet de construire de nouveaux EPR n'est donc pas seulement irresponsable sur le plan environnemental, il est aussi absurde sur le plan économique. Plus que jamais, la "France nucléaire" fait fausse route : il y a quelques jours à peine, le 26 janvier, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) a été officiellement créée par cinquante pays, notamment l'Allemagne, l'Espagne et le Danemark, qui se sont engagés de longue date en faveur des énergies vertes. La France, après avoir tout tenté pour empêcher la naissance de cette organisation, n'y participe que du bout de ses atomes.

Il faut dire que la construction d'un nouvel EPR empêchera la France de respecter son engagement européen de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2020. Qui plus est, la vague de froid de

cet hiver a démontré que la France manquait de moyens de production "de pointe" : elle ne doit donc surtout pas ajouter de nucléaire (qui produit "en base").

Face à ce nouveau coup de force, le Réseau "Sortir du nucléaire" annonce d'ores et déjà qu'il attaquera en justice les autorisations de construction du nouvel EPR annoncé. Les incroyables déboires rencontrés par EDF et AREVA sur les chantiers des EPR de Finlande et de Flamanville auraient dû suffire à écarter tout nouveau projet d'EPR.

Le nucléaire est une industrie du siècle passé, dangereuse et archaïque, chère et polluante. L'avenir est aux économies d'énergie et au développement des énergies propres et renouvelables.

***Nos vies valent plus que leurs centrales !***



Nouveau Parti  
Anticapitaliste  
savoie

06.62.17.55.49

[npa.73@laposte.net](mailto:npa.73@laposte.net)  
<http://lcrsavoie.free.fr>

